

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 15 ΙΟΥΝΙΟΥ 1988	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 130

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1787

Κύρωση της Ευρωπαϊκής Σύμβασης για τη βία των θεατών και την ανάρμοστη συμπεριφορά στις αθλητικές συναντήσεις και ιδιαίτερα στους ποδοσφαιρικούς αγώνες.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

'Αρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος η «Ευρωπαϊκή Σύμβαση για τη βία των θεατών και την ανάρμοστη συμπεριφορά στις αθλητικές συναντήσεις και ιδιαίτερα στους ποδοσφαιρικούς αγώνες», που υπογράφτηκε στο Στρασβούργο στις 19.8.85, της οποίας το κείμενο σε πρωτότυπο στη γαλλική και αγγλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

CONVENTION EUROPÉENNE SUR LA VIOLENCE ET LES DÉBORDEMENTS DE SPECTATEURS LORS DE MANIFESTATIONS SPORTIVES ET NOTAMMENT DE MATCHES DE FOOTBALL

Les Etats membres du Conseil de l'Europe et les autres Etats parties à la Convention culturelle européenne, signataires de la présente Convention,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres;

Préoccupés par la violence et les débordements de spectateurs lors de manifestations sportives et notamment de matches de football, et par les conséquences qui en découlent;

Conscients du fait que ce problème menace les principes consacrés par la Résolution (76) 41 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, connue comme la «Charte européenne du sport pour tous»;

Soulignant l'importante contribution apportée à la compréhension internationale par le sport et, particulièrement, en raison de leur fréquence, par les matches de football entre les équipes nationales et locales des Etats européens;

Considérant que tant les autorités publiques que les organisations sportives indépendantes ont des responsabilités distinctes mais complémentaires dans la lutte contre la violence et les débordements de spectateurs, compte tenu du fait que les organisations sportives ont aussi des responsabilités en matière de sécurité et que, plus généralement, elles doivent assurer le bon déroulement des manisfestations qu'elles organisent; considérant par ailleurs que ces autorités et organisations doivent à cet effet unir leurs efforts à tous les niveaux concernés;

Considérant que la violence est un phénomène social actuel de vaste envergure, dont les origines sont essentiellement extérieures au sport, et que le sport est souvent le terrain d'explosions de violence;

Résolus à coopérer et à entreprendre des actions communes afin de prévenir et de maîtriser la violence et les débordements de spectateurs lors de manifestations sportives,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1

But de la Convention

1. Les Parties, en vue de prévenir et de maîtriser la violence et les débordements de spectateurs lors de matches de football, s'engagent à prendre, dans les limites de leurs dispositions constitutionnelles respectives, les mesures nécessaires pour donner effet aux dispositions de la présente Convention.

2. Les Parties appliquent les dispositions de la présente Convention à d'autres sports et manifestations sportives, compte tenu des exigences particulières de ces derniers, dans lesquels des violences ou des débordements de spectateurs sont à craindre.

Article 2

Coordination au plan intérieur

Les Parties coordonnent les politiques et les actions entreprises par leurs ministères et autres organismes publics contre la violence et les débordements de spectateurs, par la mise en place, lorsque nécessaire, d'organes de coordination.

Article 3

Mesures

1. Les Parties s'engagent à assurer l'élaboration et la mise en oeuvre de mesures destinées à prévenir et maîtriser la violence et les débordements de spectateurs, en particulier à :

a) s'assurer que des services d'ordre suffisants soient mobilisés pour faire face aux manifestations de violence et aux débordements tant dans les stades que dans leur voisinage immédiat et le long des routes de passage empruntées par les spectateurs;

b) faciliter une coopération étroite et un échange d'informations appropriées entre les forces de police des différentes localités concernées ou susceptibles de l'être;

c) appliquer ou, le cas échéant, adopter une législation prévoyant que les personnes reconnues coupables d'infractions liées à la violence ou aux débordements de spectateurs se voient infliger des peines appropriées ou, le cas échéant, des mesures administratives appropriées.

2. Les Parties s'engagent à encourager l'organisation responsable et le bon comportement des clubs de supporters et la nomination en leur sein d'agents chargés de faciliter le contrôle et l'information des spectateurs à l'occasion des matches et d'accompagner les groupes de supporters se rendant à des matches joués à l'extérieur.

3. Les Parties encouragent la coordination, dans la mesure où cela est juridiquement possible, de l'organisation des déplacements à partir du lieu d'origine avec la collaboration des clubs, des supporters organisés et des agences de voyage, afin d'empêcher le départ des fauteurs potentiels de troubles pour assister aux matches.

4. Lorsque des explosions de violence et des débordements de spectateurs sont à craindre, les Parties veillent, si nécessaire en introduisant une législation appropriée contenant des sanctions pour inobservation ou d'autres mesures appropriées, à ce que les organisations sportives et les clubs ainsi que, le cas échéant, les propriétaires de stades et les autorités publiques, sur la base des compétences définies par la législation interne, prennent des dispositions concrètes aux abords des stades et à l'intérieur de ces derniers, pour prévenir ou maîtriser cette violence ou ces débordements, et notamment;

a) faire en sorte que la conception et la structure des stades garantissent la sécurité des spectateurs, ne favorisent pas la violence parmi eux, permettent un contrôle efficace de la foule, comportent des barrières ou clôtures adéquates et permettent l'intervention des services de secours et des forces de l'ordre;

b) séparer efficacement les groupes de supporters rivaux en réservant aux groupes de supporters visiteurs, lorsqu''ils sont admis, des tribunes distinctes;

c) assurer cette séparation en contrôlant rigoureusement la vente des billets et prendre des précautions particulières pendant la période précédant immédiatement le match;

d) exclure des stades et des matches ou leur en interdire l'accès, dans la mesure où cela est juridiquement possible, les fauteurs de troubles connus ou potentiels et les personnes sous l'influence d'alcool ou de drogues;

e) doter les stades d'un système efficace de communication avec le public et veiller à en faire pleinement usage, ainsi que des programmes des matches et autres prospectus, pour inciter les spectateurs à se conduire correctement;

f) interdire l'introduction, par les spectateurs, de boissons alcoolisées dans les stades; restreindre et, de préférence, interdire la vente et toute distribution de boissons alcoolisées dans les stades et s'assurer que toutes les boissons disponibles soient contenues dans des récipients non dangereux;

g) assurer des contrôles dans le but d'empêcher les spectateurs d'introduire dans l'enceinte des stades des objets susceptibles de servir à des actes de violence, ou des feux d'artifice ou objets similaires;

h) assurer que des agents de liaison collaborent avec les autorités concernées avant les matches, quant aux dispositions à prendre pour contrôler la foule, de telle sorte que les règlements pertinents soient appliqués grâce à une action concertée.

5. Les Parties prennent les mesures adéquates dans les domaines social et éducatif, ayant à l'esprit l'importance potentielle des moyens de communication de masse, pour prévenir la violence dans le sport ou lors de manifestations sportives, notamment en promouvant l'idéal sportif par des campagnes éducatives et autres, en soutenant la notion de fair-play spécialement chez les jeunes, afin de favoriser le respect mutuel à la fois parmi les spectateurs et entre les sportifs et aussi en encourageant une plus importante participation active dans le sport.

Article 4

Coopération internationale

1. Les Parties coopèrent étroitement sur les sujets couverts par cette Convention et encouragent une coopération analogue, lorsqu'elle est appropriée, entre les autorités sportives nationales concernées.

2. Avant les matches ou tournois internationaux entre clubs ou équipes représentatives, les Parties concernées invitent leurs autorités compétentes, notamment les organisations sportives, à identifier les matches à l'occasion desquels des actes de violence ou des débordements de spectateurs sont à craindre. Si un match de ce type est identifié, les autorités compétentes du pays hôte prennent des dispositions pour une concertation entre les autorités concernées. Cette concertation se tiendra dès que possible; elle devrait avoir lieu au plus tard deux semaines avant la date prévue pour le match et englobera les dispositions, mesures et précautions à prendre avant, pendant et après le match, y compris, s'il y a lieu, des mesures complémentaires à celles prévues par la présente Convention.

Article 5

Identification et traitement des contrevenants

1. Les Parties, dans le respect des procédures existant en droit et du principe de l'indépendance du pouvoir judiciaire, veillent à s'assurer que les spectateurs qui commettent des actes de violence ou d'autres actes répréhensibles soient identifiés et poursuivis conformément à la loi.

2. Le cas échéant, notamment dans le cas des spectateurs-visiteurs, et conformément aux accords internationaux applicables, les Parties envisagent :

a) de transmettre les procédures intentées contre des personnes appréhendées à la suite d'actes de violence ou d'autres actes répréhensibles commis lors de manifestations sportives, au pays de résidence de ces personnes;

b) de demander l'extradition de personnes soupçonnées d'actes de violence ou d'autres actes répréhensibles commis lors de manifestations sportives;

c) de transférer les personnes reconnues coupables d'infractions violentes ou d'autres actes répréhensibles commis lors de manifestations sportives, dans le pays approprié, pour y purger leur peine.

Article 6.

Mesures complémentaires

. 1. Les Parties s'engagent à coopérer étroitement avec leurs organisations sportives nationales et clubs compétents ainsi que, éventuellement, avec les propriétaires de stades, en ce qui concerne les dispositions visant la planification et l'exécution des modifications de la structure matérielle dés stades, ou d'autres changements nécessaires, y compris l'accés et la sortie des stades, afin d'améliorer la sécurité et de prévenir la violence.

2. Les Parties s'engagent à promouvoir, s'il y a lieu et dans les cas appropriés, un système établissant des critères pour la sélection des stades qui tiennent compte de la sécurité des spectateurs et de la prévention de la violence parmi eux, surtout en ce qui concerne les stades où les matches peuvent attirer des foules nombreuses ou agitées.

3. Les Parties s'engagent à encourager leurs organisations sportives nationales à réviser d'une manière permanente leurs règlements afin de contrôler les facteurs de nature à engendrer des explosions de violence de la part de sportifs ou de spectateurs.

Article 7

Communication d'informations

Chaque Partie transmet au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, dans l'une des langues officielles du Conseil de l'Europe, toutes les informations pertinentes relatives à la législation et aux autres mesures qu'elle aura prises dans le but de se conformer aux dispositions de la présente Convention,, que ces mesures concernent le football ou d'autres sports.

Article 8

Comité permanent

1. Il est constituè, aux fins de la présente Convention, un Comité permanent.

2. Toute Partie peut se faire représenter au sein du Comité permanent par un ou plusieurs délégués. Chaque Partie a droit à une voix.

3. Tout Etat membre du Conseil de l'Europe ou partie à la Convention culturelle européenne, quin'est pas partie à la presente Convention, peut se faire représenter au Comité par un observateur.

4. Le Comité permanent peut, à l'unanimité, inviter tout Etat non membre du Conseil de l'Europe qui n'est pas partie à la Convention et toute organisation sportive interessée à se faire représenter par un observateur à une ou plusieurs de ses réunions.

5. Le Comité permanent est convoqué par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Il tient sa première réunion dans le délai d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur de la Convention.. Il se réunit par la suite au moins une fois par an. Il se réunit, en outre, chaque fois que la majorité des Parties en formule la demande.

6. La majorité des Parties constitue le quorum nécessaire pour tenir une réunion du Comité permanent.

7. Sous réserve des dispositions de la présente Convention, le Comité permanent établit son règlement intérieur et l'adopte par consensus.

Article 9

1. Le Comité permanent est chargé de suivre l'application de la présente Convention. Il peut en particulier :

a) revoir de manière permanente les dispositions de la présente Convention et examiner les modifications qui pourraient être nécessaires;

b) engager des consultations avec les organisations sportives concernées ;

c) adresser des recommandations aux Parties sur les mesures à prendre pour la mise en oeuvre de la présente Convention ;

d) recommander les mesures appropriées pour assurer l'information du public sur les travaux entrepris dans le cadre de la présente Convention ;

e) adresser au Comité des Ministres des recommandations relatives à l'invitation d'Etats non membres du Conseil de l'Europe à adhérer à la présente Convention ;

f) formuler toute proposition visant à améliorer l'efficacité de la présente Convention.

2. Pour l'accomplissement de sa mission,, le Comité permanent peut, de sa propre initiative, prévoir des réunions de groupes d'experts.

Article 10

Après chacune de ses réunions, le Comité permanent transmet au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe un rapport sur ses travaux et sur le fonctionnement de la Convention.

Article 11

Amendements

1. Des amendements à la présente Convention peuvent être proposés par une Partie, par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe ou par le Comité permanent.

2. Toute proposition d'amendement est communiquée par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe aux Etats membres du Conseil de l'Europe, aux autres Etats parties à la Convention culturelle européenne et à tout Etat non membre qui a adhéré ou qui a été invité à adhérer à la présente Convention conformément aux dispositions de l'article 14.

3. Tout amendement proposé par une Partie ou par le Comité des Ministres est communiqué au Comité permanent au moins deux mois avant la réunion à laquelle l'amendement doit être étudié. Le Comité permanent soumet au Comité des Ministres son avis concernant l'amendement proposé, le cas échéant, après consultation des organisations sportives compétentes.

4. Le Comité des Ministres étudie l'amendement proposé ainsi que tout avis soumis par le Comité permanent et il peut adopter l'amendement.

5. Le texte de tout amendement adopté par le Comité des Ministres conformément au paragraphe 4 du présent article est transmis aux Parties en vue de son acceptation.

6. Tout amendement adopté conformément au paragraphe 4 du présent article entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai d'un mois après la date à laquelle toutes les Parties ont informé le Secrétaire Général de leur acceptation dudit amendement.

CLAUSES FINALES

Article 12

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe et des autres Etats parties à la Convention culturelle européenne, qui peuvent exprimer leur consentement à être liés par :

a) la signature sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou

b) la signature sous réserve de ratification, d'acceptation, ou d'approbation suivie de ratication, d'acceptation ou d'approbation.

2. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 13

1. La Convention entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai de un mois après la date à laquelle trois Etats membres du Conseil de l'Europe auront exprimé leur consentement à être liés par la Convention conformément aux dispositions de l'article 12.

2. Pour tout Etat signataire qui exprimera ultérieurement son consentement à être lié par la Convention, celle-ci entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai de un mois après la date de la signature ou du dépôt de l'instrument de ratification , d'acceptation ou d'approbation.

Article 14

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, après consultation des Parties, pourra inviter tout Etat non membre du Conseil de l'Europe à adhérer à la Convention, par une décision prise à la majorité prévue à l'article 20 d du Statut du Conseil de l'Europe et à l'unanimité des représentants des Etats contractants ayant le droit de siéger au Comité des Ministres.

2. Pour tout Etat adhérent, la Convention entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai de un mois après la date de dépôt de l'instrument d'adhésion près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 15

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.

2. Toute Partie peut, à tout moment ultérieur, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, étendre l'application de la présente Convention à tout autre territoire désigné dans la déclaration. La Convention entrera en vigueur à l'égard de ce territoire le premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai de un mois après la date de réception de ladite déclaration par le Secrétaire Général.

3. Toute déclaration formulée en vertu des deux paragraphes précédents pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général. Le retrait prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai de six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 16

1. Toute Partie peut, à tout moment, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La dénonciation prend effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai de six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 17

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifie aux Etats membres du Conseil de l'Europe, aux autres Etats parties à la Convention culturelle européenne et à tout Etat ayant adhéré à la présente Convention :

a) toute signature conformément à l'article 12:

b) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, conformément aux articles 12 ou 14;

c) toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément aux articles 13 et 14;

d) toute information transmise en vertu des dispositions de l'article 7;

e) tout rapport établi en application des dispositions de l'article 10;

f) toute proposition d'amendement et tout amendement adopté conformément â l'article 11, et la date d'entrée en vigueur de cet amendement;

g) toute déclaration formulée en vertu des dispositions de l'article 15;

h) toute notification adressée en application des dispositions de l'article 16 et la date de prise d'effet de la dénonciation.

EUROPEAN CONVENTION ON SPECTATOR VIOLENCE AND MISBEHAVIOUR AT SPORTS EVENTS AND IN PARTICULAR AT FOOTBALL MATCHES

The member States of the Council of Europe and the other States party to the European Cultural Convention, signatory hereto;

Considering that the aim of the Council of Europe is to achieve a greater unity between its members;

Concerned by violence and misbehaviour amongst spectators at sports events, and in particular at football matches, and the consequences thereof;

Aware that this problem is likely to put at risk the principles embodied in Resolution (76) 41 of the Committee of Ministers of the Council of Europe known as the «European Sport for All Charter»;

Emphasising the important contribution made to international understanding by sport, and especially, because of their frequency, by football matches between national and club teams from European states;

Considering that both public authorities and the independent sports organisations have separate but complementary responsibilities to combat violence and mishehaviour by spectators, bearing in mind that the sports organisations, also have responsibilities in matters of safety and that more generally they should ensure the orderly conduct of the events they organise; considering moreover that these authorities and organisations should work together for this purpose at all appropriate levels;

Considering that violence is a current social phenomenon with wide repercussions, whose origins lie mainly outside sport, and that sport is often the scene for outbreaks of violence;

Being resolved to take common and co-operative action to prevent and control the problem of violence and misbehaviour by spectators at sports events.

Have agreed as follows :

Article 1

Aim of the Convention

1. The Parties, with a view to preventing and controlling violence and misbehaviour by spectators at football matches, undertake, within the limits of their respective constitutional provisions, to take the necessary steps to give effect to the provisions of this Convention.

2. The Parties shall apply the provisions of this Convention to other sports and sports events in which violence or misbehaviour by spectators is to be feared, as appropriate to the specific requirements of such sports and sports events.

Article 2

Domestic co-ordination

The Parties shall co-ordinate the policies and actions of their government departments and other public agencies against violence and misbehaviour by spectators, where appropriate through setting up co-ordinating bodies.

Article 3

Measures

1. The Parties undertake to ensure the formulation and implementation of measures designed to prevent and control violence and misbehaviour by spectators, including in particular :

a) to secure that adequate public order resources are employed to counter outbreaks of violence and misbehaviour, both within the immediate vicinity of and inside stadia stadia and along the transit routes used by spectators :

b) to facilitate close co-operation and exchange of appropriate information between the police forces of the different localities involved or likely to be invoved ;

c) to apply or, if need be, to adopt legislation which provides for those found guilty of offences related to violence or misbehaviour by spectators to receive appropriate penalties or, as the case may be, appropriate administrative measures.

2. The Parties undertake to encourage the responsible organisation and good conduct of supporters clubs and the appointment of stewards from within their membership to help manage and inform spectators at matches and to accompany parties of supporters travelling to away fixtures.

3. The Parties shall encourage the co-ordination, insofar as legally possible, of the organisation of travel arrangements from the place of departure, with the co-operation of clubs, organised supporters, and travel agencies, so as to inhibit potential trouble-makers from leaving to attend matches.

4. The Parties shall seek to ensure, where necessary by introducing appropriate legistation which contains sanctions for non-compliance or by any other appropriate means, that, where outbreaks of violence and misbehaviour by spectators are to be feared, sports organisations and clubs, together with, where appropriate, stadium owners and public authorities, in accordance with responsibilities defined in domestic law, take practical measures at and within stadia to prevent or control such violence or misbehaviour, including :

a) to secure that the design and physical fabric of stadia provide for the safety of spectators, do not readily facilitate violence between spectators, allow effective crowd control, contain appropriate barriers or fencing, and allow security and police forces to operate ;

b) to segregate effectively groups of rival supporters, by allocating to groups of visiting supporters, when they are admitted, specific terraces ;

c) to ensure this segregation by strictly controlling the sale of tickets and to take particular precautions in the period immediately preceding the mach ;

d) to exclude from or forbid access to matches and stadia, insofar as it is legally possible, known or potential trouble-makers, or people who are under the influence of alcohol or drugs ;

e) to provide stadia with an effective public address system and to see that full use is made of this, of the match programme and of other publicity outlets to encourage spectators to behave correctly ;

f) to prohibit the introduction of alcoholic drinks by spectators into stadia ; to restrict and preferably ban, the sale and any distribution of alcoholic drinks at stadia, and to ensure that all beverages available are in safe containers ;

g) to provide controls so as to ensure that spectators do not bring into stadia objects that are likely to be used in acts of violence, or fireworks or similar devices;

h) to ensure that liaison officers co-operate with the authorities concerned before matches on arrangements to be taken for crowd control so that the relevant rules are enforced through concerted action.

5. The Parties shall take appropriate social and educational measures, bearing in mind the potential importance of the mass media, to prevent violence in and associated with sport, in particular by promoting the sporting ideal through educational and other campaigns, by giving support to the notion of fair play, especially among young people, so as to enhance mutual respect both amongst and between sports players and also by encouraging increased active participation in sport.

Article 4

International co-operation

1. The Parties shall co-operate closely on the matters covered by this Convention and encourage similar co-operation as appropriate between national spoets authorities involved.

2. In advance of international club and representative matches or tournaments, the Parties concerned shall invite their competent authorities, especially the sports organisations, to identify those matches at which violence or misbehaviour by spectators is to be feared. Where such a match is identified, the competent authorities of the host country shall arrange consultations between those concerned. Such consultations shall take place as soon as possible and should not be later than two weeks before the match is due to take place, and shall encompass arrangements, measures and precautions to be taken before, during, and after the match, including, where necessary, measures additional to those included in this Convention.

Article 5

Identification and treatment of offenders

1. The Parties, respecting existing legal procedures and the principle of the independence of the judiciary, shall seek to ensure that spectators committing acts of violence or other criminal behaviour are identified and prosecuted in accordance with the due process of the law.

2. Where appropriate, particularly in the case of visiting spectators, and in accordance with the applicable international agreements, the Parties shall consider :

a) transferring proceedings against persons apprehended in connection with violence or other criminal behaviour committed at sports events to their country of residence;

b) seeking the extradition of persons suspected of violence or other criminal behaviour committed at sports events;

c) transferring persons convicted of offences of violence or other criminal behaviour committed at sports events to serve their sentences in the relevant country.

Article 6

Additional measures

1. The Parties undertake to co-operate closely with their appropriate national sports organisations and clubs and where appropriate, stadium owners, on arrangements regarding the planning and execution of alterations to the physical fabric of stadia or other alterations, including access to and egress from stadia, necessary to improve safety and to prevent violence.

2. The Parties undertake to promote, where necessary and in appropriate cases, a system laying down requirements for the selection of stadia which take into account the safety of spectators and the prevention of violence amongst them, especially for those stadia used for matches likely to attract large or unruly crowds.

3. The Parties undertake to encourage their national sports organisations to review their regulations continuously in order to control factors which may lead to outbreaks of violence by players or spectators.

Article 7

Provision of information

Each Party shall forward to the Secretary General of the Council of Europe, in one of the official languages of the Council of Europe, all relevant information concerning legislative and other measures taken by it for the purpose of complying with the terms of this Convention, whether with regard to football or to other sports.

Article 8

Standing Committee

1. For the purposes of this Convention, a Standing Committee is hereby established.

2. Any Party may be represented on the Standing Committee by one or more delegates. Each Party shall have one vote.

3. Any member State of the Council of Europe or other State party to the European Cultural Convention which is not a Party to this Convention may be represented on the Committee as an observer.

4. The Standing Committee may, by unanimous decision, invite any non-member State of the Council of Europe which is not a Party to the Convention and any sports organisation concerned to be represented by an observer at one or more of its meetings.

5. The Standing Committee shall be convened by the Secretary General of the Council of Europe. Its first meeting shall be held within one year of the date of the entry into force of the Convention. It shall subsequently meet at least every year. In addition it shall meet whenever a majority of the Parties so request.

6. A majority of the Parties shall constitute a quorum for holding a meeting of the Standing Committee.

7. Subject to the provisions of this Convention, the Standing Committee shall draw up and adopt by consensus its own Rules of Procedure.

Article 9.

The Stading Committee shall be responsible for monitoring the application of this Convention. It may in particular :

α) keep under review the provisions of this Convention and examine any modifications necessary :

b) hold consultations with relevant sports organisations ;

c) make recommendations to the Parties concerning measures to be taken for the purposes of this Convention;

d) recommend the appropriate measures to keep the public informed about the activites undertaken within the framework of this Convention ;

e) make recommendations to the Committee of Ministers concerning non-member States of the Council of Europe to be invited to accede to this Convention ;

f) make any proposal for improving the effectiveness of this Convention.

2. In order to discharge its functions, the Stading Commitee may, on its own initiative, arrange for meetings of groups of experts.

Article 10

After each meeting, the Standing Committee shall forward to the Committee of Ministers of the Council of Europe a report on its work and on the functioning of the Convention.

Article 11

Amendments

1. Amendments to this Convention may be proposed by a Party, the Committee of Ministers of the Council of Europe or the Standing Committee.

2. Any proposal for amendment shall be communicated by the Secreraty General of the Council of Europe to the member States of the Council of Europe, to the other States party to the European Cultural Convention, and to every non-member State which has acceded to or has been invited to accede to this Convention in accordance with the provisions of Article 14.

3. Any amendment proposed by a Party or the Committee of Ministers shall be communicated to the Stading Committee at least two months before the meeting at which it is to be considered. The Stading Committee shall submit to the Committee of Ministers its opinion on the proposed amendment, where appropriate after consultation with the relevant sports organisations.

4. The Committee of Ministers shall consider the proposed amendment and any opinion submitted by the Standing Committee and may adopt the amendment.

5. The text of any amendment adopted by the Committee of Ministers in accordance with paragraph 4 of this Article shal[be forwarded to the Parties for acceptance.

6. Any amendment adopted in accordance with paragraph 4 of this Article shall come into force on the first day of the month following the expiration of a period of one month after all Parties have informed the Secretary General of their acceptance thereof.

FINAL CLAUSES

Article 12

1. This Convention shall be open for signature by member States of the Council of Europe and other States party to the European Cultural Convention, which may express their consent to be bound by :

a) signature without reservation as to ratification, acceptance or approval, or

b) signature subject to ratification, acceptance or approval, followed by ratification, acceptance or approval.

2. Instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Secretary General of the Council of Europe.

Article 13

1. The Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of a period of one month after the date on which three member States of the Council of Europe have expressed their consent to be bound by the Convention in accordance with the provisions of Article 12.

2. In respect of any signatory State which subsequently expresses its consent to be bound by it, the Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of a period of one month after the date of signature or of the deposit of the instrument of ratification, acceptance or approval.

Article 14

1. After the entry into force of this Convention, the Committee of Ministers of the Council of Europe, after consulting the Parties, may invite to accede to the Convention any non-member State of the Council of Europe by a decision taken by the majority provided for in Article 20.d of the Statute of the Council of Europe and by the unanimous vote of the representatives of the Contracting States entitled to sit on the Committee of Ministers.

2. In respect of any acceding State, the Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of a period of one month after the date of the deposit of the instrument of accession with the Secretary General of the Council of Europe.

Article 15

1. Any State may, at the time of signature or when depositing its instrument of ratification, acceptance, approval or accession, specify the territory or territories to which this Convention shall apply.

2. Any Party may, at any later date, by declaration addressed to the Secretary General of the Council of Europe, extend the application of this Convention to andy other territory specified in the declaration. In respect of such territory the Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of a period of one month after the date of receipt of such declaration by the Secretary General.

3. Any declaration made under the two preceding paragraphs may, in respect of any territory mentioned in such declaration, be withdrawn by a notification addressed to the Secretary General. Such withdrawal shall become effective on the first day of the month following the expiration of a period of six months after the date of receipt of the notification by the Secretary General.

Article 16

1. Any Party may, at any time, denounce this Convention by means of a notification addressed to the Secretary General of the Council of Europe.

2. Such denunciation shall become effective on the first day of the month following the expiration of a period of six months after the date of receipt of the notification by the Secretary General.

Article 17

The Secretary General of the Council of Europe shall notify the member States of the Council of Europel the other States party to the European Cultura,

Convention and any State which has acceded to this Convention, :

a) any signature in accordance with Article 12;

b) the deposit of any instrument of ratification, acceptance, approval or accession in accordance with Article 12 or 14;

c) any date of entry into force of this Convention in accordance with Articles 13 and 14;

d) any information forwarded under the provisions of Article 7;

e) any report established in pursuance of the provisions of Article 10;

f) any proposal for amendment or any amendment adopted in accordance with Article 11 and the date on which the amendment comes into force;

g) any declaration made under the provisions of Article 15;

h) any notification made under the provisions of Article 16 and the date on which the denunciation takes effect.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

Done at Strasbourg, this 19th day of August 1985, in English and French, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Council of Europe. The Secretary General of the Council of Europe shall transmit certified copies to each member State of the Council of Europe, to each State party to the European Cultural Convention, and any State invited to accede to this Convention.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Strasbourg, le 19 août 1985, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l' Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l' Europe en communiquera copie certifiée conforme à chaque Etat membre du Conseil de l' Europe, à chaque Etat partie à la Convention culturelle européenne, et à tout Etat invité à adhérer à la présente Convention.

For the Government of the Republic of Austria: — Pour le Gouvernement de la République d' Autriche:

sous réserve de ratification ou d' acceptation

Hans G. KNITEL

For the Government of the Kingdom of Belgium : — Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique :

sous réserve de ratification ou d' acceptation

J.R. VANDEN BLOOCK

For the Government of the Republic of Cyprus: — Pour le Gouvernement de la République de Chypre:

For the Government of the Kingdom of Denmark : — Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark :

Julie RECHNAGEL

For the Government of the French Republic : — Pour le Gouvernement de la République française:

For the Government of the Federal Republic of Germany : — Pour le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne :

For the Government of the Hellenic Republic : — Pour le Gouvernement de la République hellénique

sous réserve de ratification ou d'acceptation

D. CONSTANTINOU

For the Government of the Icelandic Republic: — Pour le Gouvernement de la République islandaise:

For the Government of Ireland : — Pour le Gouvernement d'Irlande :

For the Government of the Italian Republic : — Pour le Gouvernement de la République italienne :

For the Government of the Principality of Liechtenstein : — Pour le Gouvernement de la Principauté de Liechtenstein

For the Government of the Grand Duchy of Luxembourg : — Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg :

For the Government of Malta : — Pour le Gouvernement de Malte :

For the Government of the Kingdom of the Netherlands : — Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas :

with reservation in respect of ratification or acceptance

V.J.J.M. BRUYNS

For the Government of the Kingdom of Norway: — Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège :

For the Government of the Portuguese Republic: — Pour le Gouvernement de la République portugaise

For the Government of the Kingdom of Spain: — Pour le Gouvernement du Royaume de l'Espagne:

For the Government of the Kingdom of Sweden: — Pour le Gouvernement du Royaume de Suède :

For the Government of the Swiss Confederation: — Pour le Gouvernement de la Conféderation suisse:

For the Government of the Turkish Republic : — Pour le Gouvernement de la République turque :

For the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland : — Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

C. D. LUSH

For the Government of Finland : — Pour le Gouvernement de Finlande :

For the Holy See : — Pour le Saint-Siège :

Ευρωπαϊκή Σύμβαση για τη βία των θεατών και την ανάρμοστη συμπεριφορά στις αθλητικές συναντήσεις και ιδιαίτερα στους ποδοσφαρικούς αγώνες.

Οι χώρες μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης και οι άλλες χώρες μέλη της Ευρωπαϊκής Μορφωτικής Συμβάσεως, συμβαλλόμενα μέρη στο παρόν,

θεωρώντας, ότι ο σκοπός του Συμβουλίου της Ευρώπης είναι η επίτευξη μεγαλύτερης ενότητας μεταξύ των μελών του,

ανησυχώντας για τη βία και ανάρμοστη συμπεριφορά μεταξύ των θεατών στις αθλητικές συναντήσεις και ιδιαίτερα στους ποδοσφαιρικούς αγώνες και για τις συνέπειες των ανωτέρω,

γνωρίζοντας, ότι αυτό το πρόβλημα ενδέχεται να δημιουργήσει κινδύνους για τις αρχές που είναι ενσωματωμένες στην Απόφαση αριθ. (76) 41 της Επιτροπής Υπουργών του Συμβουλίου της Ευρώπης, που είναι γνωστή ως «Ευρωπαϊκός Καταστατικός Χάρτης των Αθλημάτων για όλους»,

δίνοντας έμφαση στη σπουδαία συμβολή που γίνεται στη διεθνή συνεννόηση με τον αθλητισμό και ιδιαίτερα, λόγω της συχνότητός τους, με τους ποδοσφαιρικούς αγώνες μεταξύ εθνικών και τοπικών ομάδων από τις ευρωπαϊκές χώρες,

θεωρώντας, ότι τόσο οι δημόσιες αρχές όσο και οι ανεξάρτητες αθλητικές οργανώσεις έχουν ξεχωριστές αλλά συμπληρωματικές υπευθυνότητες να καταπολεμήσουν τη βία και την ανάρμοστη συμπεριφορά εκ μέρους των θεατών, φέρνοντας κατά νουν ότι οι αθλητικές οργανώσεις έχουν επίσης ευθύνες σε θέματα ασφαλείας και πιο γενικά ότι θάπρεπε να εξασφαλίζουν την κανονική διεξαγωγή των αγώνων τους οποίους διοργανώνουν· θεωρώντας επί πλέον ότι οι αρχές αυτές και οργανώσεις θάπρεπε να συνεργασθούν προς το σκοπό αυτό σε όλα τα επίπεδα,

θεωρώντας, ότι η βία είναι ένα τρέχον κοινωνικό φαινόμενο με ευρείες επιπτώσεις, της οποίας οι αρχές βρίσκονται κυρίως έξω από τον αθλητισμό, και ότι ο αθλητισμός είναι συχνά η σκηνή για ξεσπάσματα βίας,

αποφασισμένες να προβούν σε κοινή και συνεργατική δράση για να εμποδίσουν και ελέγξουν το πρόβλημα της βίας και ανάρμοστης συμπεριφοράς από τους θεατές σε αθλητικές συναντήσεις,

συμφωνούν τα εξής :

Άρθρο 1

Σκοπός της Συμβάσεως

1. Τα Μέρη, με προοπτική να εμποδίσουν και ελέγξουν τη βία και ανάρμοστη συμπεριφορά των θεατών σε ποδοσφαιρικούς αγώνες, εντός των ορίων των αντιστοίχων συνταγματικών τους διατάξεων, αναλαμβάνουν να προβούν στα απαραίτητα μέτρα για την ενεργοποίηση των διατάξεων της παρούσας Συμβάσεως.

2. Τα Μέρη θα εφαρμόσουν τις διατάξεις της Συμβάσεως αυτής και σε άλλα αθλήματα και αθλητικές συναντήσεις, όπου υπάρχει φόβος βίας ή ανάρμοστης συμπεριφοράς εκ μέρους των θεατών, όπως ταιριάζει στις ειδικές προϋποθέσεις αυτών των αθλημάτων και αθλητικών συναντήσεων.

Άρθρο 2

Εσωτερική συνεργασία

Τα Μέρη θα συντονίσουν την πολιτική και τις ενέργειες των κυβερνητικών αρχών τους και λοιπών δημοσίων υπηρεσιών τους κατά της βίας και ανάρμοστης συμπεριφοράς των θεατών, όπου είναι απαραίτητο μέσω συντονιστικών σωμάτων.

Άρθρο 3

Μέτρα

1. Τα Μέρη αναλαμβάνουν να εξασφαλίσουν τη δημιουργία και εφαρμογή μέτρων σχεδιασμένων να εμποδίσουν και ελέγξουν τη βία και ανάρμοστη συμπεριφορά των θεατών, περιλαμβανομένων των κατωτέρω :

α) Να εξασφαλίσουν την επαρκή πρόσληψη προσωπικού της δημοσίας δυνάμεως για την εξουδετέρωση ξεσπασμάτων βίας και ανάρμοστης συμπεριφοράς τόσο εντός των σταδίων και των πέριξ αυτών χώρων, όσο και κατά μήκος των οδών μεταβάσεως που χρησιμοποιούν οι θεατές.

β) Να διευκολύνουν τη στενή συνεργασία και ανταλλαγή των απαιτουμένων πληροφοριών μεταξύ των αστυνομικών δυνάμεων διαφορετικών περιοχών που τους αφορά το θέμα.

γ) Να αιτήσουν ή, εάν είναι ανάγκη, να υιοθετήσουν νόμους τέτοιους που να προβλέπουν κατάλληλες ποινές ή διοικητικά μέτρα, κατά περίπτωση, για όσους κριθούν ένοχοι αδικημάτων σχετιζομένων με βία ή ανάρμοστη συμπεριφορά θεατών.

2. Τα Μέρη αναλαμβάνουν να ενθαρρύνουν την κατάλληλη οργάνωση και καλή διαγωγή των ομάδων και το διορισμό εφορευόντων μεταξύ των μελών τους για να βοηθούν και πληροφορούν θεατές στους αγώνες και να συνοδεύουν τα μέρη των οπαδών κατά την απομάκρυνσή τους.

3. Τα Μέρη θα ενθαρρύνουν τη συνεργασία, όσο είναι νομικώς δυνατό, των οργανισμών ταξιδίων από τον τόπο αναχωρήσεως, με τη συνεργασία των ομάδων, οργανωμένων οπαδών και πρακτορείων ταξιδίων, ώστε να εμποδίσουν ενδεχομένους ταραχοποιούς να φύγουν για να παρακολουθήσουν αγώνες.

4. Τα Μέρη θα φροντίσουν να εξασφαλίσουν, όπου είναι απαραίτητο, εισάγοντας ανάλογη νομοθεσία που περιέχει κυρώσεις για μη συμμόρφωση, ή με κάθε άλλο πρόσφορο μέσον, ότι, όπου απειλούνται ξεσπάσματα βίας ή ανάρμοστης συμπεριφοράς εκ μέρους θεατών, οι αθλητικές οργανώσεις και ομάδες, μαζί με τους ιδιοκτήτες των σταδίων και τις δημόσιες αρχές, όπου χρειάζεται, σύμφωνα με τις ευθύνες που καθορίζονται από το εσωτερικό δίκαιο, θα λάβουν τα απαραίτητα μέτρα στα στάδια για να εμποδίσουν ή ελέγξουν τέτοια περιστατικά βίας, περιλαμβανομένων των εξής :

α) Να εξασφαλίσουν, ότι ο σχεδιασμός και η κατασκευή των σταδίων εγγυώνται την ασφάλεια των θεατών, ότι δεν διευκολύνουν περιστατικά βίας μεταξύ των θεατών, επιτρέπουν αποτελεσματικό έλεγχο του πλήθους, περιέχουν κατάλληλα στηθαία ή διαχωριστικά και επιτρέπουν στις δυνάμεις ασφαλείας και στην αστυνομία να δράσουν.

β) Να διαχωρίσουν αποτελεσματικά ομάδες αντιπάλων οπαδών, διαθέτοντας ειδικά πεζούλια σε ομάδες επισκεπτών οπαδών όταν εισέρχονται.

γ) Να εξασφαλίσουν το διαχωρισμό αυτόν με αυστηρό έλεγχο στην πώληση των εισιτηρίων και να λαμβάνουν ιδιαίτερες προφυλάξεις κατά το χρονικό διάστημα αμέσως πριν τον αγώνα.

δ) Να αποκλείουν ή να απαγορεύουν την πρόσβαση σε αγώνες και στάδια γνωστούς ή πιθανούς ταραχοποιούς, όσο είναι νόμιμα δυνατό, ή ανθρώπους που είναι κάτω από την επήρεια αλκοόλ ή ναρκωτικών.

ε) Να εφοδιάσουν τα στάδια με αποτελεσματικό σύστημα ενημερώσεως του κοινού και να δουν ότι γίνεται πλήρης χρήση αυτού του προγράμματος του αγώνα και άλλων μέσων δημοσιότητας, ώστε να ενθαρρύνουν τους θεατές να συμπεριφέρονται σωστά.

στ) Να απαγορεύουν την εισαγωγή αλκοολούχων ποτών από θεατές μέσα στα στάδια· να περιορίσουν και ακόμη προτιμότερο να απαγορεύσουν την πώληση αλκοολούχων ποτών στα στάδια και να εξασφαλίσουν ότι όλα τα διαθέσιμα οινοπνευματώδη είναι σε ασφαλή συσκευασία.

ζ) Να κάνουν ελέγχους για να εξασφαλίσουν ότι οι θεατές δε φέρουν στα στάδια αντικείμενα που μπορούν να χρησιμοποιηθούν σε πράξεις βίας ή πυροτεχνήματα ή παρόμοια επινοήματα.

η) Να εξασφαλίσουν ότι οι αξιωματούχοι, εκτελούντες χρέη συνδέσμου, συνεργάζονται με τις ενδιαφερόμενες αρχές πριν τους αγώνες για μέτρα που πρέπει να ληφθούν για τον έλεγχο του πλήθους έτσι. ώστε οι σχετικές διατάξεις που ισχύουν να ενεργοποιηθούν με συγκεκριμένες ενέργειες.

5. Τα Μέρη θα λάβουν τα ενδεικνυόμενα κοινωνικά και εκπαιδευτικά μέτρα, λαμβάνοντας υπόψη τη σπουδαιότητα των μαζικών μέσων επικοινωνίας για την αποτροπή της βίας στον αθλητισμό, ιδιαίτερα με την προαγωγή του αθλητικού ιδεώδους με εκπαιδευτικές και άλλες εκστρατείες, δίνοντας ενίσχυση στην αντίληψη του δίκαιου παιχνιδιού, ιδιαίτερα μεταξύ νέων ανθρώπων, ώστε να εξυ-

ψώσουν τον αμοιβαίο σεβασμό μεταξύ θεατών και μεταξύ παικτών και επίσης ενθαρρύνοντας την αυξημένη ενεργό συμμετοχή στον αθλητισμό.

Άρθρο 4

Διεθνής συνεργασία

1. Τα Μέρη θα συνεργασθούν στενά σε θέματα καλυπτόμενα απ' αυτήν τη Σύμβαση και θα ενθαρρύνουν μία παρόμοια συνεργασία, όπως είναι πρέπον μεταξύ των ενδιαφερομένων εθνικών αθλητικών αρχών.

2. Εν όψει διεθνών αγώνων ή τουρνουά, τα ενδιαφερόμενα Μέρη θα καλέσουν τις αντίστοιχες αρχές τους, ιδιαίτερα τους αθλητικούς οργανισμούς, να προσδιορίσουν τους αγώνες εκείνους που είναι επίφοβοι για κρούσματα βίας ή άπρεπης συμπεριφοράς εκ μέρους των θεατών. Όπου εντοπίζεται ένας τέτοιος αγώνας, οι αρμόδιες αρχές της φιλοξενούσας χώρας θα κανονίζουν συσκέψεις μεταξύ των ενδιαφερομένων. Οι συσκέψεις αυτές θα λαμβάνουν χώρα το ταχύτερο δυνατό και πάντως όχι αργότερα από δύο εβδομάδες πριν από την ημερομηνία του αγώνα και θα συντονίζουν τις διευθετήσεις, μέτρα και προφυλάξεις που θα πρέπει να ληφθούν πριν, κατά τη διάρκεια και μετά τον αγώνα, περιλαμβανομένων, όπου κρίνεται απαραίτητο, μέτρων επιπροσθέτων προς εκείνα που προβλέπονται στη Σύμβαση αυτή.

Άρθρο 5

Εντοπισμός και μεταχείριση παραβατών

1. Τα Μέρη, σεβόμενα τις υφιστάμενες νομικές διαδικασίες και την αρχή της ανεξαρτησίας της δικαιοσύνης, θα ζητούν τον εντοπισμό και ποινική δίωξη των θεατών που διαπράττουν πράξεις βίας ή άλλες αξιόποινες πράξεις, σύμφωνα με την ισχύουσα νομοθεσία.

2. Όπου είναι απαραίτητο, ιδιαίτερα σε περιπτώσεις επισκεπτών θεατών, και σύμφωνα με τις εφαρμοστέες διεθνείς συμφωνίες, τα Μέρη θα εξετάσουν :

α) τη μεταφορά δικαστικών ενεργειών κατά προσώπων συλληφθέντων για πράξεις βίας ή άλλες αξιόποινες πράξεις σε αθλητικές συναντήσεις στη χώρα της μονίμου κατοικίας τους,

β) την αίτηση εκδόσεως προσώπων υπόπτων βίας ή άλλων αξιοποίνων πράξεων διαπραχθεισών σε αθλητικές συναντήσεις,

γ) τη μεταφορά προσώπων καταδικασθέντων για παραβάσεις βίας ή άλλων αξιοποίνων πράξεων διαπραχθεισών σε αθλητικές συναντήσεις να εκτίσουν την ποινή τους στην αντίστοιχη χώρα.

Άρθρο 6

Επιπρόσθετα μέτρα

1. Τα Μέρη αναλαμβάνουν να συνεργασθούν στενά με τους αντίστοιχους εθνικούς αθλητικούς οργανισμούς και ομάδες και, όπου είναι σκόπιμο, με τους ιδιοκτήτες των σταδίων επί διευθετήσεων που αφορούν το σχεδιασμό και εκτέλεση αλλαγών στη φυσική κατασκευή των σταδίων ή άλλων αλλαγών, περιλαμβανομένων των δυνατοτήτων προσβάσεως και αποχωρήσεως από τα στάδια, αναγκαίων για τη βελτίωση της ασφαλείας και της προλήψεως βίας.

2. Τα Μέρη αναλαμβάνουν να προάγουν, όπου είναι απαραίτητο, και στις κατάλληλες περιπτώσεις, ένα σύστημα που να θέτει προϋποθέσεις για την εκλογή των σταδίων, λαμβάνοντας υπόψη την ασφάλεια των θεατών και την πρόληψη βίας μεταξύ τους, ειδικά για εκείνα τα στάδια που χρησιμοποιούνται για αγώνες που συγκεντρώνουν μεγάλα ή απειθάρχητα πλήθη.

3. Τα Μέρη αναλαμβάνουν να ενθαρρύνουν τους εθνικούς αθλητικούς οργανισμούς τους να επανεξετάζουν τους κανονισμούς τους συνεχώς για να ελέγξουν τους παράγοντες που ενδέχεται να οδηγήσουν σε ξεσπάσματα βίας εκ μέρους παικτών ή θεατών.

Άρθρο 7

Προβλέψεις πληροφορήσεως

Κάθε Μέρος θα στέλνει στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης, σε μία από τις επίσημες γλώσσες του Συμβουλίου της Ευρώπης, όλες τις σχετικές πληροφορίες που αφορούν νομοθετικά και άλλα μέτρα που ελήφθησαν απ' αυτό για το σκοπό της συμπλεύσεως με τους όρους της Συμβάσεως αυτής, είτε όσον αφορά το ποδόσφαιρο είτε τα άλλα αθλήματα.

Άρθρο 8

Διαρκής Επιτροπή

1. Για τους σκοπούς της παρούσας Συμβάσεως, δια του παρόντος καθιερώνεται μία Διαρκής Επιτροπή.

2. Κάθε Μέρος δύναται να αντιπροσωπεύεται στη Διαρκή Επιτροπή από έναν ή περισσοτέρους απεσταλμένους. Κάθε Μέρος θα έχει μία ψήφο.

3. Κάθε κράτος-μέλος του Συμβουλίου της Ευρώπης ή άλλο κράτος-μέλος της Ευρωπαϊκής Μορφωτικής Συμβάσεως που δεν είναι συμβαλλόμενο μέρος σ' αυτήν τη Σύμβαση δύναται να αντιπροσωπεύεται στην Επιτροπή ως παρατηρητής.

4. Η Διαρκής Επιτροπή δύναται, με ομόφωνη απόφαση, να προσκαλεί χώρες που δεν είναι μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης ούτε της παρούσας Συμβάσεως και αθλητικούς οργανισμούς που ενδιαφέρονται να αντιπροσωπευθούν από έναν παρατηρητή σε μία ή περισσότερες συνελεύσεις.

5. Η Διαρκής Επιτροπή θα συγκαλείται από το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης. Η πρώτη της συνέλευση θα λάβει χώρα εντός έτους από της ημερομηνίας εφαρμογής της Συμβάσεως. Ακολούθως, θα συνέρχεται τουλάχιστο μία φορά το χρόνο. Επιπροσθέτως, θα συνέρχεται οποτεδήποτε το ζητήσει η πλειοψηφία των Μερών.

6. Η πλειοψηφία των Μερών θα συνιστά απαρτία για τη σύγκληση συνελεύσεως της Διαρκούς Επιτροπής.

7. Σύμφωνα με τις διατάξεις της παρούσας Συμβάσεως, η Διαρκής Επιτροπή θα θεσμοθετήσει και θα υιοθετήσει δια κοινής συναινέσεως το διαδικαστικό κανονισμό της.

Άρθρο 9

1. Η Διαρκής Επιτροπή θα είναι υπεύθυνη για τον έλεγχο της εφαρμογής της παρούσης Συμβάσεως. Ιδιαίτερα θα είναι υπεύθυνη :

α) να διατηρεί τον έλεγχο της αναθεωρήσεως των διατάξεων της παρούσης Συμβάσεως και να εξετάζει τυχόν αναγκαίες τροποποιήσεις της,

β) να κάνει συσκέψεις, με τους αντίστοιχους αθλητικούς οργανισμούς,

γ) να κάνει προτάσεις προς τα Μέρη σχετικά με μέτρα που πρέπει να ληφθούν για την επίτευξη των σκοπών της παρούσας Συμβάσεως,

δ) να προτείνει τη λήψη των απαιτουμένων μέτρων για την πληροφόρηση του κοινού επί των δραστηριοτήτων που έχουν αναληφθεί μέσα στα πλαίσια της Συμβάσεως αυτής,

ε) να κάνει προτάσεις προς την Επιτροπή Υπουργών σχετικά με χώρες που δεν είναι μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης να προσκληθούν να προσχωρήσουν στη Σύμβαση αυτή,

στ) να κάνει οποιεσδήποτε άλλες προτάσεις για τη βελτίωση της αποτελεσματικότητας της Συμβάσεως αυτής.

2. Για να απαλλαγεί των λειτουργιών της, η Διαρκής Επιτροπή δύναται με πρωτοβουλία της να κανονίζει για συνελεύσεις ομάδων εμπειρογνωμόνων.

Άρθρο 10

Μετά από κάθε συνέλευση, η Διαρκής Επιτροπή θα στέλνει στην Επιτροπή Υπουργών του Συμβουλίου της Ευρώ-

πης αναφορά επί των εργασιών της και επί της λειτουργικότητας της Συμβάσεως.

'Αρθρο 11

Τροποποιήσεις

1. Τροποποιήσεις στη Σύμβαση αυτή μπορούν να προταθούν από ένα συμβαλλόμενο Μέρος, από την Επιτροπή Υπουργών του Συμβουλίου της Ευρώπης ή από τη Διαρκή Επιτροπή.

2. Κάθε πρόταση για τροποποίηση θα κοινοποιείται από το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης προς τις χώρες - μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης, προς τις άλλες χώρες - μέλη της Ευρωπαϊκής Μορφωτικής Συμβάσεως και σε κάθε χώρα μη-μέλος, η οποία έχει προσχωρήσει ή έχει προσκληθεί να προσχωρήσει στη Σύμβαση αυτή σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 14.

3. Κάθε τροποποίηση προταθείσα από ένα Μέρος ή από την Επιτροπή Υπουργών θα κοινοποιείται προς τη Διαρκή Επιτροπή τουλάχιστο δύο μήνες πριν τη συνέλευση στην οποία πρόκειται να συζητηθεί. Η Διαρκής Επιτροπή θα υποβάλλει στην Επιτροπή Υπουργών τη γνώμη της επί της προτεινομένης τροποποιήσεως, όπου είναι απαραίτητο μετά από σύσκεψη με τις αντίστοιχες αθλητικές οργανώσεις.

4. Η Επιτροπή Υπουργών θα εξετάζει την προτεινομένη τροποποίηση και κάθε γνώμη της Διαρκούς Επιτροπής και δύναται να υιοθετεί την τροποποίηση.

5. Το κείμενο οποιασδήποτε τροποποιήσεως εγκριθείσης υπό της Επιτροπής σύμφωνα με την παράγραφο 4 του άρθρου αυτού θα αποστέλλεται προς τα Μέρη για αποδοχή.

6. Κάθε τροποποίηση υιοθετηθείσα σύμφωνα με την παράγραφο 4 του άρθρου αυτού θα ισχύει την πρώτη ημέρα του μηνός που ακολουθεί μετά τη λήξη περιόδου ενός μηνός, αφ' ότου όλα τα Μέρη έχουν πληροφορήσει το Γενικό Γραμματέα περί της αποδοχής της εκ μέρους των.

Τελικοί όροι

'Αρθρο 12

1. Η Σύμβαση αυτή θα είναι ανοικτή για υπογραφή υπό χωρών - μελών του Συμβουλίου της Ευρώπης και άλλων χωρών - μελών της Ευρωπαϊκής Μορφωτικής Συμβάσεως, που μπορούν να εκφράσουν τη συναίνεσή τους να δεσμευθούν ως εξής :

α) υπογραφή χωρίς επιφύλαξη ως προς την κύρωση, αποδοχή ή έγκριση, ή

β) υπογραφή με τον όρο της κυρώσεως, αποδοχής ή εγκρίσεως, ακολουθουμένη από κύρωση, αποδοχή ή έγκριση.

2. 'Εγγραφα κυρώσεως, αποδοχής ή εγκρίσεως θα κατατεθούν στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.

'Αρθρο 13

1. Η Σύμβαση θα ισχύσει την πρώτη ημέρα του μηνός μετά από τη λήξη περιόδου ενός μηνός από της ημερομηνίας κατά την οποία τρεις χώρες - μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης θα έχουν εκφράσει τη συναίνεσή τους να δεσμευθούν δια της Συμβάσεως σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 12.

2. Σχετικά με συμβαλλόμενη χώρα που εκφράζει μετέπειτα τη συναίνεσή της να δεσμευθεί δια της Συμβάσεως αυτής, η Σύμβαση θα ισχύσει την πρώτη ημέρα του μηνός που ακολουθεί μετά τη λήξη περιόδου ενός μηνός από της ημερομηνίας της υπογραφής ή της καταθέσεως του εγγράφου της κυρώσεως, αποδοχής ή εγκρίσεως.

'Αρθρο 14

1. Μετά από την έναρξη ισχύος της Συμβάσεως αυτής, η Επιτροπή Υπουργών του Συμβουλίου της Ευρώπης, μετά από σύσκεψη με τα συμβαλλόμενα Μέρη, δύναται να προσκαλέσει για προσχώρηση στη Σύμβαση χώρες μη-μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης κατόπιν αποφάσεως ληφθείσης κατά την πλειοψηφία που προβλέπεται στο 'Αρθρο 20.δ. του Καταστατικού Νόμου του Συμβουλίου της Ευρώπης και κατόπιν ομόφωνης ψήφου των αντιπροσώπων των Συμβαλλομένων Χωρών που έχουν το δικαίωμα να συμμετάσχουν στην Επιτροπή Υπουργών.

2. Σχετικά με κάθε χώρα που προσχωρεί, η Σύμβαση θα τίθεται σε ισχύ την πρώτη ημέρα του μηνός που ακολουθεί τη λήξη περιόδου ενός μηνός μετά την ημερομηνία καταθέσεως του εγγράφου της προσχωρήσεως στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.

'Αρθρο 15

1. Κάθε χώρα δύναται, κατά το χρόνον υπογραφής ή κατά το χρόνον καταθέσεως του εγγράφου της περί κυρώσεως, αποδοχής, εγκρίσεως ή προσχωρήσεως, να καθορίσει την περιφέρεια ή περιφέρειες που θα τύχει εφαρμογής η Σύμβαση αυτή.

2. Κάθε συμβαλλόμενο Μέρος δύναται, κατά πάντα χρόνον μετέπειτα, δια δηλώσεως απευθυνομένης προς το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης, να επεκτείνει την εφαρμογή της Συμβάσεως αυτής σε οποιαδήποτε άλλη εδαφική περιφέρεια ορίζεται στη δήλωση. 'Οσον αφορά τη συγκεκριμένη εδαφική περιφέρεια η Σύμβαση θα τεθεί σε εφαρμογή την πρώτη ημέρα του μηνός που ακολουθεί τη λήξη περιόδου ενός μηνός μετά την ημερομηνία λήψεως της εν λόγω δηλώσεως υπό του Γενικού Γραμματέως.

3. Κάθε δήλωση γενομένη σύμφωνα με τις δύο ανωτέρω παραγράφους δύναται, σχετικά με την εδαφική περιφέρεια που αναφέρεται στην εν λόγω δήλωση, να ανακληθεί δια γνωστοποιήσεως απευθυνομένης προς το Γενικό Γραμματέα. Η εν λόγω ανάκληση θα καθίσταται ενεργός την πρώτη ημέρα του μηνός που ακολουθεί τη λήξη εξαμήνου περιόδου μετά την ημερομηνία λήψεως της γνωστοποιήσεως υπό του Γενικού Γραμματέως.

'Αρθρο 16

1. Κάθε συμβαλλόμενο Μέρος δύναται, κατά πάντα χρόνον, να καταγγείλει τη Σύμβαση αυτή δια γνωστοποιήσεως απευθυνομένης προς το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.

2. Η τοιαύτη καταγγελία θα ισχύσει τη πρώτη ημέρα του μηνός που ακολουθεί τη λήξη της εξαμήνου περιόδου από της ημερομηνίας λήψεως της γνωστοποιήσεως υπό του Γενικού Γραμματέως.

'Αρθρο 17

Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Ευρώπης θα ειδοποιεί τις χώρες-μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης, τις άλλες χώρες-μέλη της Ευρωπαϊκής Μορφωτικής Συμβάσεως και οποιαδήποτε χώρα προσχωρήσει στη Σύμβαση περί :

α) τυχόν υπογραφής σύμφωνα με το άρθρο 12,

β) τυχόν καταθέσεως εγγράφου κυρώσεως, αποδοχής, εγκρίσεως ή προσχωρήσεως σύμφωνα με το άρθρο 12 ή 14,

γ) ημερομηνίας ενεργοποιήσεως της παρούσας Συμβάσεως σύμφωνα με τα άρθρα 13 και 14,

δ) πληροφοριών αποστελλομένων σύμφωνα με το άρθρο 7,

ε) αναφοράς που καθιερώνεται σύμφωνα με το άρθρο 10,

στ) προτάσεως για τροποποίηση ή τροποποιήσεως υιοθετηθείσας σύμφωνα με το άρθρο 11 και περί της ημερομηνίας κατά την οποία η εν λόγω τροποποίηση τίθεται σε ισχύ,

ζ) δηλώσεως γενομένης σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 15,

η) γνωστοποιήσεως γενομένης σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 16 και περί της ημερομηνίας κατά την οποία η εν λόγω καταγγελία αρχίζει να ισχύει.

Προς μαρτυρία περί τούτου οι υπογεγραμμένοι, δεόντως εξουσιοδοτημένοι προς τούτο, υπέγραψαν τη Σύμβαση αυτή.

Έγινε στο Στρασβούργο, σήμερα τη 19η Αυγούστου 1985 στην αγγλική και γαλλική γλώσσα. Τα δύο κείμενα είναι εξ ίσου αυθεντικά και ένα αντίτυπο θα κατατεθεί στο αρχείο του Συμβουλίου της Ευρώπης. Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Ευρώπης θα στείλει κεκυρωμένα αντίγραφα σε κάθε κράτος μέλος του Συμβουλίου της Ευρώπης, σε κάθε κράτος μέλος της Ευρωπαϊκής Μορφωτικής Συμβάσεως και σε κάθε κράτος που θα προσκληθεί να προσχωρήσει στη Σύμβαση αυτή.

Για την Κυβέρνηση της Δημοκρατίας της Αυστρίας:

Με επιφύλαξη κυρώσεως ή αποδοχής: Hans G. Knitel.

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου του Βελγίου:

Με επιφύλαξη κυρώσεως ή αποδοχής: J. R. VANDEN BLOOCK.

Για την Κυβέρνηση της Κυπριακής Δημοκρατίας:

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου της Δανίας:

Για την Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας:

Για την Κυβέρνηση της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας:

Για την Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας:

Με επιφύλαξη κυρώσεως ή αποδοχής: Δ. ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ.

Για την Κυβέρνηση της Ισλανδικής Δημοκρατίας:

Για την Κυβέρνηση της Ιρλανδίας:

Για την Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας:

Για την Κυβέρνηση του Πριγκιπάτου του Λιχτενστάιν

Για την Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου:

Για την Κυβέρνηση της Μάλτας:

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου της Ολλανδίας:

Με επιφύλαξη κυρώσεως ή αποδοχής: V.J.J. M. BRUYNS.

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου της Νορβηγίας:

Για την Κυβέρνηση της Πορτογαλικής Δημοκρατίας:

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου της Ισπανίας:

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου της Σουηδίας:

Για την Κυβέρνηση της Ελβετικής Συνομοσπονδίας:

Για την Κυβέρνηση της Τουρκικής Δημοκρατίας:

Για την Κυβέρνηση του Ηνωμένου Βασιλείου της Μεγάλης Βρετανίας και Βορείου Ιρλανδίας: C.D. LUSH.

Για την Κυβέρνηση της Φινλανδίας:

Για την Αγία Έδρα:

Άρθρο δεύτερο

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως, της δε σύμβασης που κυρώνεται σύμφωνα με τα προβλεπόμενα στο άρθρο 13 αυτής.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 14 Ιουνίου 1988

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΧΡΗΣΤΟΣ ΑΝΤ. ΣΑΡΤΖΕΤΑΚΗΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗΣ
ΚΑΙ ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ
ΑΓΑΜΕΜΝΩΝ ΚΟΥΤΣΟΓΙΩΡΓΑΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΚΑΡΟΛΟΣ ΠΑΠΟΥΛΙΑΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΔΗΜ. ΤΣΟΒΟΛΑΣ

ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ
Α. - Μ. (ΜΕΛΙΝΑ) ΜΕΡΚΟΥΡΗ

ΔΗΜΟΣΙΑΣ ΤΑΞΗΣ
ΑΝΤΩΝ. ΔΡΟΣΟΓΙΑΝΝΗΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους

Αθήνα, 15 Ιουνίου 1988

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΑΓΑΜΕΜΝΩΝ ΚΟΥΤΣΟΓΙΩΡΓΑΣ